

donner à ce sujet, jointes aux enseignements de notre expérience et de l'expérience des autres, je suis venu à la conclusion que cette protection est juste et raisonnable, et que vouloir laisser le travail américain soutenir la concurrence des pays surabondamment peuplés de l'Europe, amènerait un état de choses auquel le peuple ne se soumettrait jamais."

Eh ! bien, laissez-moi espérer que nous trouverons plus d'un Daniel Webster dans les rangs de l'opposition si la politique nationale continue de raviver le commerce et l'industrie du pays, comme elle l'a fait depuis qu'elle est en vigueur.

Quand bien même la politique nationale n'aurait pas eu un aussi grand succès que celui qu'elle a obtenu dans les derniers mois, je prétends qu'il serait prématuré de vouloir la juger d'une façon définitive, et que la renverser, après une expérience aussi courte, serait nuire aux meilleurs intérêts du pays. Tout le monde doit être d'accord sur l'importance de remanier notre tarif aussi rarement que possible, afin de ne pas créer de malaise ou d'incertitude dans nos opérations commerciales et industrielles ; aussi les membres de la gauche font un acte inconsidéré, un acte anti-patriotique, en réclamant à grands cris, à l'heure présente, un changement complet dans notre système fiscal.

Bien plus, je puis prouver que la ligne de conduite qu'ils suivent en s'opposant au tarif a été condamné par une très-haute autorité, à leurs yeux, par l'honorable député de Durham-Ouest lui-même, qui déclara, dans la dernière campagne électorale d'Ontario, à laquelle il prit une part importante, que la politique nationale ne devait entrer aucunement en ligne de compte dans les élections locales, et qu'il ne serait pas sage de renverser le système fiscal actuel, avant que l'expérience nous ait convaincu qu'il n'est pas conforme à nos véritables intérêts. Cet honorable monsieur fit cette déclaration dans un grand discours qu'il prononça à Toronto, le 21 mai 1879, et qui a été reproduit dans le *Globe*, duquel je vais citer le passage suivant :

" Je désire dire un mot sur la politique nationale, non pas sur son mérite cependant. Je suis d'avis, par exemple, que la tentative de la mêler à cette lutte manque de sincérité, car il est évident que la question est résolue pour un certain temps, à tort ou à raison, pour notre bien ou pour notre mal, dans tous les cas, par la majorité ; quoique cette majorité ne soit pas réellement aussi forte que le résultat électoral l'indique, cette majorité a néanmoins décrété un changement dans la politique fis-

cale du Canada. Ce changement ayant eu lieu, je n'hésite pas à affirmer que, tant que la leçon de notre propre expérience ne viendra pas s'ajouter aux leçons provenant de l'expérience d'autres pays et aux arguments fondés sur la raison et la vérité historique, il ne sera pas sage de renverser la politique fiscale qui a été adoptée."

On ne saurait imaginer une condamnation plus forte de l'attitude prise par l'opposition sur cette question, surtout lorsque l'on sait qu'elle a été portée par l'un des membres les plus éminents de la gauche, par un homme qui avant longtemps sera son chef. L'honorable député de Durham-Ouest n'a pas seulement condamné l'action de son parti dans les paroles que je viens de citer, il s'est réellement condamné lui-même, car dans un discours plus récent il a critiqué sévèrement le tarif actuel. Evidemment, les contradictions sont à l'ordre du jour du côté de la gauche.

Avant de conclure, monsieur l'Orateur, je dois dire que, s'il est une chose qui m'a été particulièrement agréable depuis l'adoption de la politique nationale—outre la preuve indéniable qu'elle fonctionne bien et répond pleinement à notre attente—c'est le fait que ce gouvernement paraît disposé à donner l'exemple à la nation, en encourageant la production indigène, en achetant ici tout ce que nous pouvons produire avec avantage, mais que nous avons l'habitude d'importer des autres pays.

La Chambre et le pays doivent des félicitations, par exemples, à l'ex-ministre de la milice, l'honorable député de Terrebonne, qui a pris les mesures voulues pour dépenser dans ce pays une somme considérable d'argent que nous envoyions chaque année de l'autre côté de l'océan. A l'avenir, tous les habillements nécessaires à notre vaillante milice seront manufacturés ici, et à des prix moindres, si je suis bien informé ; à l'avenir, nous fabriquerons notre poudre, nos cartouches et même les canons que nous pourrions être appelés à tirer pour défendre notre pays, si jamais nous devons fourbir des armes autrement dangereuses que celle que nous croisons dans l'enceinte parlementaire.

Si importante que soit la fabrication de ces articles, la dépense annuelle qu'elle entraîne n'est rien comparée aux sommes énormes qu'il nous faut déboursier, tous les ans, au profit des étrangers, dans la